

La Suisse doit s'engager plus

Objectifs du Millénaire

●●● **Michel Egger**, Aubonne

Responsable de politique du développement à Alliance Sud¹

La moitié de la population mondiale vit avec moins de trois francs par jour, 850 millions de personnes ne mangent pas à leur faim, plus d'un milliard n'ont pas accès à l'eau potable... On pourrait ajouter de nombreux versets à cette litanie de souffrances qui touchent particulièrement les femmes.

La pauvreté est un cercle vicieux. Elle est à la fois la source et le fruit d'inégalités croissantes, de graves atteintes à l'environnement et de violents conflits. Elle est un scandale, mais pas une fatalité. Il est donc temps d'y mettre un terme. C'est ce que les Nations Unies ont affirmé en 2000, en adoptant à l'unanimité les Objectifs du Millénaire pour le développement. Ces objectifs - fondés sur les droits humains et non sur une conception économique du développement - sont devenus la référence pour la coopération internationale. Leur ambition : réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015.

On en est loin. Certes, 34 millions de filles et de garçons ont été scolarisés depuis 2000, le nombre d'enfants victimes de la rougeole a fondu de 75 % grâce aux vaccins, six fois plus de séroposi-

tifs ont accédé aux médicaments contre le sida. Mais ces premiers pas ne suffisent pas. A ce rythme, nombre des objectifs resteront un vœu pieux, en particulier en Afrique. D'autant plus que l'aide publique des vingt-deux principaux donateurs mondiaux a reculé de 5,1 % en 2006 et devrait accuser une nouvelle baisse en 2007. Il faut donc que les Etats se bougent et prennent au sérieux leurs engagements.

Pour réaliser les visées du Millénaire, les gouvernements ont misé sur une forme de « partenariat mondial » à responsabilité différenciée. Ceux du Sud sont appelés à mettre davantage l'accent sur la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance et le respect des droits humains. Ceux du Nord ont promis d'augmenter et de mieux cibler leur aide, de réduire la dette des pays en développement ainsi que d'établir avec eux des relations commerciales et financières plus équitables.

Concrètement, l'ONU préconise une augmentation de l'aide au développement des pays riches à 0,7 % du produit national brut (PNB). Une recommandation lancée en 1970 et soutenue par de nombreuses organisations, comme l'OCDE et la Banque mondiale. Un minimum

La mi-temps des Objectifs du Millénaire de l'ONU pour le développement approche, mais on est encore loin du compte. A ce rythme, on n'arrivera pas à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015. Les pays industrialisés doivent s'engager plus, notamment la Suisse qui se distingue par son manque de participation et de générosité. Elle aurait tout à y gagner.

1 • Swissaid/Action de Carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/Eper.

pour que les Objectifs du Millénaire s'incarnent. Ce que les anciens membres de l'Union européenne ont théoriquement compris : ils ont décidé de porter leur aide à 0,56 % en 2010, puis à 0,7 % en 2015. Avec ce bémol toutefois que les progressions de ces dernières années (2,7 % en 2006) sont dues avant tout à des remises de dettes, donc à des opérations comptables qui n'ont rien à voir avec de l'aide réelle.

Pingrerie helvétique

Il n'empêche. Même si l'écart demeure entre les actes et la parole, il existe en Europe une volonté politique qui fait cruellement défaut en Suisse. Tout en étant gonflée artificiellement (environ 20 %) par des dépenses comme la prise en charge des requérants d'asile et des remises de dettes amorties depuis longtemps,² notre aide au développement est à la baisse. Elle est passée en 2006 à 0,39 % du PNB contre 0,44 % en 2005. Et les projections budgétaires laissent prévoir une régression jusqu'à 0,375 % en 2015. Cela, malgré les promesses du conseiller fédéral Samuel Schmid à l'ONU en 2005, qui faisait miroiter une augmentation à partir de 2008.

En comparaison, l'aide du Danemark, du Luxembourg, de la Norvège, de la Suède et des Pays-Bas oscillent entre 0,8 et 1 % du PNB. Pourquoi ce qui est possible dans ces pays ne le serait-il pas en Suisse, qui caracole en tête des nantis de la planète ? Ce manque de générosité de notre gouvernement est inacceptable. C'est pourquoi une large coalition d'organisations de la société civile suisse a décidé de lancer une pétition pour le 0,7 %.³

Cette campagne promet d'être animée. D'autant plus qu'elle s'inscrit dans un climat politique tendu, marqué depuis

plusieurs années par les attaques de la droite et de certains médias (*Weltwoche*, *NZZ*) contre l'aide au développement (en particulier à l'Afrique), la Direction pour le développement et la coopération (DDC) et son directeur Walter Fust. La Commission de gestion du Conseil des Etats a récemment critiqué la trop grande dispersion thématique et géographique de l'aide ainsi que le manque de transparence financière de la DDC, sorte d'Etat dans l'Etat avec son imposant budget annuel de 1,3 milliard de francs. Le Conseil fédéral, qui a accepté le rapport fin avril, va devoir corriger le tir. Une révision de la loi de 1976 sur la coopération au développement n'est pas exclue. Les Chambres fédérales débattront des mesures à prendre cet été.

Il est de bon ton aujourd'hui de tirer à boulets rouges contre l'aide au développement. Avec, en point de mire, le constat que les 400 milliards de dollars d'aide internationale déversés depuis vingt-cinq ans sur l'Afrique n'auraient servi à rien. Le débat, en réalité, est piégé. Il le restera tant qu'on n'aura pas défini de quoi l'on parle.

2 • Cf. **Etienne Perrot**, « Le développement vu de Suisse », in *choisir* n° 561, septembre 2006, pp. 15-18. (n.d.l.r.)

3 • Plus de 60 organisations de développement, d'environnement, syndicales et des milieux d'Eglise ont lancé fin mai une campagne *0,7 Ensemble contre la pauvreté*. Elle demande à la Suisse d'assumer ses engagements internationaux en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement. Au menu figure notamment une pétition pour une augmentation de l'aide publique à 0,7 % du PNB jusqu'en 2015. Une journée nationale de mobilisation aura lieu sur la Place fédérale à Berne, le 7 juillet prochain (07.07.07), date qui marque symboliquement la mi-temps dans la réalisation du Programme du Millénaire.
www.ensemblecontrelapauvrete.ch

On oublie en effet trop vite que ce qui s'affiche comme aide n'a pas toujours pour but le développement de ses bénéficiaires.

Pseudo-aide et aide réelle

Primo, une grande partie de l'aide - notamment à l'Afrique - répond à des motifs géostratégiques et économiques : lutte contre le communisme pendant la guerre froide, croisade anti-terroriste aujourd'hui, accès au pétrole et aux matières premières, maintien de zones d'influence. Secundo, après la crise mondiale de la dette en 1982, une portion importante de l'aide a servi à financer des programmes d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale et le FMI, conditions pour l'octroi de nouveaux crédits. Résultats : débilisation de l'Etat, dégradation des secteurs sociaux-clés comme la santé et l'éducation, spirale de l'endettement, ruine des industries naissantes et des petits paysans soumis à la concurrence déloyale des produits étrangers.

En d'autres termes, il est injuste de reprocher à l'aide publique de ne pas avoir contribué au développement, puisque - pour une très grande part - ce n'était pas là son objectif ! On ne peut pas non plus qualifier d'échec le fait d'avoir maintenu au pouvoir des élites corrompues, puisque c'était le but des grandes puissances du Nord...

Il convient donc de commencer par bien distinguer entre cette pseudo-aide - centrée sur les intérêts des donateurs - et l'aide réelle, orientée vers la lutte contre la pauvreté et les besoins des populations. Même si celle-ci n'est pas parfaite, elle est essentielle. Son bilan est loin d'être négligeable en termes de développement. Sans elle, des millions de personnes - déplacées, victimes de la

guerre et de catastrophes - n'auraient pas pu survivre. Depuis 1960, la mortalité infantile a été divisée par trois, l'espérance de vie dans les pays pauvres est passée de 48 à 68 ans. L'aide a permis le recul, voire l'éradication, de maladies graves (lèpre, variole, polio) et des progrès considérables dans la scolarisation et l'accès à l'eau. Elle a enregistré de nombreux succès dans la résolution de conflits et l'utilisation durable des ressources naturelles. Elle contribue de plus en plus à renforcer les capacités des personnes à devenir actrices de leur propre histoire.

Le vrai débat ne porte donc pas sur la nécessité de l'aide, mais sur ses contenus. En fait, il n'y a pas trop d'aide, mais pas assez d'aide réelle. C'est celle-ci qu'il convient d'accroître, en améliorant encore sa qualité et en se fondant sur les Objectifs du Millénaire, qui définissent des domaines d'action prioritaires, consensuels et mesurables.

La Suisse a, dans cette perspective, beaucoup d'atouts à faire valoir. La qualité de son aide - fondée sur des partenariats avec les acteurs locaux, les œuvres d'entraide et le secteur privé suisses - est reconnue internationalement. Les moyens supplémentaires générés par une augmentation de l'aide à 0,7 % du PNB pourraient être investis avec profit dans plusieurs domaines où ses compétences sont avérées : sécurité alimentaire, infrastructures sanitaires et d'approvisionnement en eau, prévention et traitement de maladies endémiques, protection de l'environnement, formation, promotion des droits humains, processus démocratiques participatifs.

Un accroissement de l'aide suisse à 0,7 % du PNB est donc à la fois possible et avantageux. Possible, car cela équivaut à une augmentation de 2,5 % des dépenses totales de la Confédération, ce qui est a priori supportable. Avantageux, car la Suisse a tout à y gagner. En effet, nombre des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui (emploi, migrations, sécurité, terrorisme, changement climatique) ont un caractère global et sont intimement liés à la pauvreté et aux inégalités dans le monde. Ils ne peuvent être résolus que par une coopération internationale accrue.

Bataille autour de l'aide à l'Est

En 2004, la Suisse accepte de verser 1 milliard de francs à l'Union européenne comme contribution à sa cohésion sociale et économique suite à son élargissement. C'est le prix à payer pour pouvoir conclure les Bilatérales II et sauver son secret bancaire. En novembre 2006, le peuple suisse vote en faveur de cette contribution de cohésion. Seul hic : son financement. Le Conseil fédéral a décidé de le mettre en partie sur le dos de l'aide aux pays de l'Est, qu'il a réduite en conséquence. Une injustice flagrante selon les œuvres d'entraide, qui ont toujours estimé que les revenus des Bilatérales suffiraient largement à couvrir leurs coûts.

Les partis gouvernementaux leur ont donné raison et ont demandé une augmentation de l'aide à l'Est, à titre de compensation. Cette proposition sera débattue lors de la session de juin des Chambres fédérales. Elle devrait profiter des bons résultats enregistrés en 2006 par l'accord sur la fiscalité de l'épargne avec l'Union européenne. Les recettes, qui se sont élevées à 121 millions de francs, sont deux fois et demie plus élevées que prévu et excèdent le montant annuel de la contribution de cohésion (100 millions). Elles devraient encore s'accroître les années à venir. Une preuve supplémentaire de la justesse des analyses des œuvres d'entraide, qui se sont toujours heurtées aux sous-estimations de l'administration des finances.

Y consacrer plus de moyens, c'est investir pour le futur. Moins de pauvreté au Sud signifie plus de paix et de sécurité pour nous.

L'aide ne suffit pas

Cela dit, tout importante soit-elle, il ne faut pas surestimer les pouvoirs de l'aide au développement. Elle ne suffira jamais, à elle seule, à sortir un pays de la pauvreté. Le développement est un processus très complexe. Il dépend de facteurs endogènes, comme le poids de l'histoire, la bonne ou mauvaise gouvernance des pouvoirs nationaux et locaux. Mais aussi de facteurs exogènes, comme le changement climatique, les règles iniques du commerce mondial, les politiques des multinationales. Transférer des ressources du Nord vers le Sud, c'est fondamental, mais il faut aussi éliminer les subventions aux exportations américaines et européennes qui ruinent des millions de paysans pauvres, lutter contre les pratiques bancaires de pays comme la Suisse qui encouragent la fuite de capitaux et l'évasion fiscale. L'une des grandes forces des Objectifs du Millénaire est précisément de souligner l'importance de cette coresponsabilité structurelle dans les problèmes de la pauvreté. Le programme appelle les pays industrialisés à s'engager pour davantage de cohérence entre leur coopération internationale et leur politique de développement.

M. E.